

Elections européennes, prévues pour le 6 au 9 juin 2024,

Les prochaines élections européennes qui se tiendront du 6 au 9 juin 2024 représentent une opportunité capitale pour défendre les principes fondamentaux qui sous-tendent les droits du peuple palestinien. Nous sommes confrontés à une situation critique, alors que perdure une guerre génocidaire contre les Palestiniens et que des crimes odieux contre l'humanité continuent d'être commis.



Ce conflit a laissé dans son sillage un nombre incalculable de victimes, avec des dizaines de milliers de morts et de blessés, ainsi que le déplacement forcé de plus d'un million et demi de citoyens. Les conditions de vie se sont détériorées dramatiquement, privant les habitants de ressources vitales telles que l'eau, la nourriture, les médicaments, l'électricité et les services de communication. La destruction délibérée d'infrastructures essentielles comme les hôpitaux, les écoles, et les universités a engendré la famine, des problèmes de santé graves et un traumatisme psychologique généralisé. De plus, ces actions ont engendré une catastrophe environnementale, augmentant le risque d'épidémies et causant la perte de milliers de vies. Malheureusement, jusqu'à la fin de l'année 2023, l'Union européenne a maintenu une position profondément décevante en continuant de soutenir Israël. L'UE n'a pas condamné les crimes perpétrés par l'occupation israélienne, n'a pas pris les mesures décisives nécessaires pour mettre fin à ces atrocités et a échoué à exercer une pression adéquate sur l'État responsable de ces crimes de guerre.

L'échec du système international, y compris des cadres des droits de l'homme, du droit international et des accords internationaux, ainsi que des organismes des Nations Unies, à protéger les Palestiniens innocents au cours des 75 dernières années, a suscité de profondes inquiétudes parmi les citoyens européens. Cela reflète un monde où la justice semble hors de portée, où le droit international est ignoré et où les organisations mondiales ne parviennent pas à faire face à de tels délits, surtout lorsque les coupables sont Israël ou les États-Unis, ainsi que leurs alliés européens.

Certains dirigeants européens ont délibérément occulté les faits pour justifier leur soutien politique à Israël. Certains ont même manipulé le droit international, revendiquant le droit d'Israël à l'autodéfense tout en niant le droit des personnes sous occupation à résister à leurs oppresseurs.

Au Parlement européen, plus de 500 membres ont voté en faveur du statu quo, rejetant les appels à mettre fin à la guerre. Certains partis européens ont soutenu les criminels de guerre, motivés soit par des intérêts étroits, soit par leur alignement sur les agendas américains, la pression israélienne ou un sentiment de honte erroné résultant des torts historiques commis contre la communauté juive d'Europe par leurs parents ou grands-parents, pour lesquels les Palestiniens seraient injustement tenus responsables.

Malgré de nombreuses protestations publiques et des appels à un changement de position officielle, les politiciens européens ont déçu leurs électeurs en trahissant la confiance accordée depuis les élections de 2019. Cette position a impliqué l'Europe comme complice de ces crimes, l'isolant aux côtés des États-Unis et d'Israël sur la scène internationale, sapant la confiance en la justice et les lois internationales.

A l'approche des élections de 2024, il est impératif de sélectionner des représentants qui partagent nos valeurs et mettent en avant les intérêts européens avant toute influence extérieure. Plaidons pour la justice en faveur des peuples opprimés, pour les droits des minorités, pour la liberté d'expression, et contre la haine en Europe.